



Modèle de partage de l'information du CDPISP – Septembre 2016

Administration : Secrétariat du Conseil du trésor, Dirigeant principal de l'information	Personnes-ressources
<p>1. Réalisation</p> <p>S :</p> <p>Mettez en relief les principales réalisations en matière de la TI/GI, et/ou des étapes importantes réalisées dans votre administration au cours des 6 à 12 derniers mois.</p>	<p>Au cours des derniers mois, la mise en œuvre de la <i>Stratégie gouvernementale en TI : Rénover l'État par les technologies de l'information</i>, s'est poursuivie. La Stratégie a été adoptée en juin 2015 par le gouvernement du Québec.</p> <p>(Pour consultation : www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/ressources_informationnelles/strategie_ti/strategie_ti.pdf)</p> <p>Des 36 mesures à déployer d'ici le 31 mars 2018 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 11 ont été complétées; • 21 sont en cours de réalisation. <p>Les travaux visent 4 axes d'intervention :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Revoir et renforcer la gouvernance; 2. Gérer plus efficacement les talents; 3. Adopter les meilleures pratiques; 4. Rapprocher l'État des citoyens. <p>(Pour consultation : www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/ressources_informationnelles/strategie_ti/strategie_ti.pdf)</p> <p>PRINCIPALES RÉALISATIONS :</p>



- Portrait de la main-d'œuvre en technologies de l'information de la fonction publique du Québec (mesure 10, axe 2 – Gérer plus efficacement les talents)

(Pour consultation : www.tresor.gouv.qc.ca/publications/ressources-humaines/#c4187)

- Le portrait a permis le dénombrement des expertises internes et externes par spécialité d'emploi à partir des données reçues des 59 organismes visés par la collecte soit ceux assujettis à la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement et dont le personnel est nommé en vertu de la

Loi sur la fonction publique.

- Le portrait sera régulièrement mis à jour et permettra d'identifier les secteurs à risque pour une intervention ciblée afin d'éviter la perte d'expertise et le recours démesuré à des ressources externes.
- Préalablement à l'exercice de collecte, les spécialités d'emplois en technologies de l'information ont été normalisées et une liste des spécialités a été constituée.

Benoit Boivin
Dirigeant principal
de l'information
benoit.boivin@sct.gouv.qc.ca



- Historique des décisions pour chaque projet en ressources informationnelles de 100 000 \$ et plus présenté au *Tableau de bord sur l'état de santé des projets en ressources informationnelles du gouvernement du Québec* (mesure 9, axe 1 – Revoir et renforcer la gouvernance)

(Pour consultation : www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/accueil)

- Le Québec publie le tableau depuis 2012.
- L'ajout des historiques des décisions au tableau est un pas de plus pour une information complète et transparente fournie au public.
- La publication d'août 2016 fait état des résultats suivants pour les projets autorisés pour les ministères et organismes :

Portrait des 197 projets actifs

Indicateur de coût

186	Projets sont verts (94,4%)	415,56 M\$ (96,98%)
8	Projets sont jaunes (4,1%)	11,9 M\$ (2,78%)
3	Projets sont rouges (1,5%)	1,03 M\$ (0,24%)

Indicateur d'échéance

146	Projets sont verts (74,1%)	337,86 M\$ (78,85%)
20	Projets sont jaunes (10,2%)	23,23 M\$ (5,42%)
31	Projets sont rouges (15,7%)	67,4 M\$ (15,73%)

Jenny Côté
Directrice générale
de la performance
gouvernementale
des ressources
informationnelles

Jenny.cote@sct.gouv.qc.ca

- Gestion de l'enveloppe des investissements en ressources informationnelles au plan québécois des infrastructures
 - Cet élément appuie certaines des mesures de l'axe 1 – Revoir et renforcer la gouvernance.
 - Le dirigeant principal de l'information peut ainsi mieux contrôler les budgets octroyés aux organismes en prenant en compte les besoins planifiés, les crédits disponibles et ainsi de prioriser les bons investissements.



- Adoption d'un cadre de référence des services obligatoires basé sur des critères de valeur et de risque (mesure 16, axe 3 – Adopter les meilleures pratiques)
 - Le cadre permet l'identification des services à fort potentiel d'optimisation qui pourraient être rendus obligatoires à l'échelle gouvernementale et assurés par un prestataire de services.
 - Chaque service identifié prioritairement fera l'objet d'analyses plus précises portant par exemple sur le cadre financier, l'utilisation des ressources humaines, la gestion du changement, le cadre légal et réglementaire et les stratégies de mises en œuvre à assurer.
- Recrutement de ressources humaines spécifiques aux technologies de l'information (niveaux professionnel et technicien) afin de rehausser l'expertise gouvernementale dans le domaine des ressources informationnelles (mesures 13, axe 2 – Gérer plus efficacement les talents)
 - L'exercice a suscité un intérêt probant :
 - 8 000 candidatures reçues (professionnel et technicien);
 - Plus de la moitié des candidatures reçues concernent des candidats avec plus de 10 ans d'expérience.
- Entrée en vigueur du Règlement sur les contrats des organismes publics en matière de technologies de l'information (mesure 24, axe 3 – Adopter les meilleures pratiques)
 - Le règlement propose entre autres :
 - Un « coût total d'acquisition », qui permettra de mieux prendre en considération l'ensemble des coûts liés à une acquisition sur sa durée de vie utile;
 - Des dispositions visant à faciliter l'acquisition de services infonuagiques;
 - Une procédure particulière de mise en concurrence comportant un dialogue compétitif.

Benoit Boivin
Dirigeant principal
de l'information
benoit.boivin@sct.gouv.qc.ca



- **Infonuagique**

À la suite des énoncés d'orientations en infonuagique définis en 2015, de la mise en place d'un pôle d'expertise en infonuagique et de l'adoption du nouveau Règlement sur les contrats des organismes publics en matière de technologies de l'information, la mise en place des assises réglementaires s'est poursuivie :

- Attribution au Centre de services partagés du Québec (CSPQ) de la fonction de rendre disponibles, par type de biens et de services, des offres infonuagiques (mesure 18, axe 3 – Adopter les meilleures pratiques).
- Tenue d'appel d'offres afin de constituer un premier catalogue de services infonuagiques (messaging) (mesure 20, axe 3 – Adopter les meilleures pratiques).
- Dispositions prises afin de permettre aux organismes visés de profiter des offres rendues disponibles (mesure 17, axe 3 – Adopter les meilleures pratiques).

Le processus retenu permet de répondre aux orientations gouvernementales et de mieux maîtriser les différents enjeux propres à l'infonuagique (gestion des risques, sécurité des données, performance des organisations et mode d'acquisition).

- **Gouvernement ouvert**

Nouveau portail de données ouvertes mis en ligne en collaboration avec plusieurs villes du Québec (Gatineau, Laval, Montréal, Sherbrooke et Québec) (mesure 33, axe 4 – Rapprocher l'État des citoyens)

(Pour consultation : www.donneesquebec.ca)

- Le portail permet :
 - D'offrir un meilleur accès aux données ouvertes d'intérêt public;
 - D'accorder aux citoyens la possibilité d'interagir avec les organisations diffusant les données;
 - De simplifier l'utilisation et le croisement des données;
 - De mettre en valeur le potentiel des données ouvertes;
 - D'accroître la transparence des administrations publiques.



AUTRES TRAVAUX MENÉS AU QUÉBEC :

- **Stratégie numérique du Québec**

S'ajoute à la Stratégie gouvernementale en TI, 2 plans d'actions distincts qui composent la Stratégie numérique du Québec :

Pour

consultation : www.economie.gouv.qc.ca/fileadmin/contenu/documents_soutien/strategies/economie_numerique/strategie_numerique_mandat.pdf

- Plan culturel numérique qui vise à :
 - Créer des contenus culturels numériques;
 - Innover pour s'adapter à la culture numérique;
 - Diffuser les contenus culturels numériques afin d'assurer leur accessibilité.

(Pour consultation : culturenumerique.mcc.gouv.qc.ca)

- Plan d'action en économie numérique qui vise 5 axes d'intervention prioritaire :
 - Axe 1 – Stimuler les innovations par les technologies et les données;
 - Axe 2 – Accélérer la transformation des entreprises et l'adoption du commerce électronique;
 - Axe 3 – Renforcer la position du secteur des TIC comme chef de file mondial;
 - Axe 4 – Se doter des compétences numériques requises;
 - Axe 5 – Assurer un environnement d'affaires attrayant et favorable au déploiement du numérique.

(Pour

consultation : www.economie.gouv.qc.ca/fileadmin/contenu/documents_soutien/strategies/economie_numerique/paen.pdf)

- **Stratégie intégrée d'optimisation du Web** en élaboration et permettant au gouvernement :

- De prendre un virage résolument numérique dans l'ensemble de ses communications et de ses interactions avec le public, autant sur le Web que dans les médias sociaux;
- De rendre plus performant dans ses communications numériques, en simplifiant et facilitant l'accès à l'information gouvernementale, en améliorant l'offre de services en ligne, en optimisant l'utilisation des médias sociaux et en rationalisant le nombre de sites Web.



<p>2. Priorités : Décrivez brièvement ce que votre organisation considère comme principale priorité/initiative sur la TI/GM au cours des 12 à 36 prochains mois.</p>	<p>Poursuite de la mise en œuvre de la Stratégie, entre autres :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Élaboration d'une solution unique d'identification gouvernementale (mesure 29, axe 4 – Rapprocher l'État des citoyens) À ce stade, les travaux portent : <ul style="list-style-type: none"> ○ Sur les contraintes, les enjeux, les risques, les coûts et les impacts de la mise en œuvre d'une solution unique d'identification gouvernementale; ○ Les stratégies de réalisation et de mise en œuvre possible d'une solution d'identification gouvernementale unique. • Adoption d'un projet de Loi modifiant la Loi sur la gouvernance et la gestion des organismes publics et des entreprises du gouvernement qui permettra de mieux intervenir au chapitre de la gestion des investissements, de la gestion des projets et de la gouvernance renforcée (en lien avec certaines mesures de l'axe 1 – Revoir et renforcer la gouvernance). • Élaboration d'une politique gouvernementale de la main d'œuvre permettant de renforcer l'expertise en technologie de l'information et agissant sur l'organisation du travail, la planification de l'expertise et sa pérennité, l'optimisation de la gestion des mandats et la consolidation de la culture éthique (en lien avec la mesure 15, axe 2 – Gérer plus efficacement les talents). 	
	<ul style="list-style-type: none"> • Octroi ciblé d'ETC en fonction des priorités établies c'est-à-dire permettant prioritairement l'internalisation des fonctions névralgiques entre autres les fonctions suivantes (en lien avec les mesure 12 et 13, axe 2 – Gérer plus efficacement les talents) : <ul style="list-style-type: none"> ○ Architecture d'affaires; ○ Architecture d'entreprise; ○ Conseil stratégique; ○ Sécurité de l'information; ○ Intelligence d'affaires; ○ Gestion de projet. 	



	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuite des travaux pour la mise en place au CSPQ d'un répertoire d'offres de services infonuagiques en conformité des orientations gouvernementales prévues à la Stratégie (en lien avec les mesures 17 et 18 – Adopter les meilleures pratiques). • Consolidation des centres de traitement informatique (CTI) et mise en place du service gouvernemental de traitement de stockage au CSPQ dans la foulée du Cadre de référence des services obligatoires mis de l'avant. 	
<p>3. <u>Enjeux et besoins :</u> Précisez les enjeux que vous aimeriez partager avec le Conseil et le type d'assistance dont vous aurez peut-être besoin de la part du CDPISP.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Assurer l'évolution de l'architecture d'entreprise gouvernementale afin d'intégrer l'ensemble des enjeux et des positionnements gouvernementaux attendus soit : <ul style="list-style-type: none"> ○ Consolidation des CTI; ○ Mobilité numérique par défaut ○ Identité et authentification des clientèles ○ Environnement de travail; ○ Logiciel libre; ○ Infonuagique et appel aux marchés pour de nouveaux services; ○ Services partagés en télécommunications; ○ Données ouvertes et sources officielles. • Évolution des environnements de travail. • Accès sécurisé aux services gouvernementaux et gestion de l'identité – identifiant unique. • Données ouvertes et enjeux économiques (revente de données). • État des actifs informatiques – Défis de désuétude. • Partage et mobilité de l'expertise : Maximiser et partager l'expertise au sein de l'appareil gouvernemental. • Libération des données pour utilisation scientifique (recherches scientifiques) : Fonctionnement et processus en place dans les provinces et au Canada. 	



4. Planification de réunions des Conseils :

Veuillez identifier des sujets présentant un intérêt particulier à votre administration pour les prochaines réunions des Conseils.
(Veuillez fournir une brève description).

- Accès sécurisé aux services gouvernementaux et gestion de l'identité – identifiant unique.
- Données ouvertes.